

Politique anti-genre et panique morale au Brésil. L'extrême droite et le tournant autoritaire dans la politique contemporaine

Gustavo Gomes da Costa

Émulations - Revue de sciences sociales, 2022, n° 41, « Paniques morales. 50 ans après Stanley Cohen ».

Article disponible à l'adresse suivante

https://ojs.uclouvain.be/index.php/emulations/article/view/paniques_morales_Gomes_Da_Costa

Pour citer cet article

Gustavo Gomes da Costa, « Politique anti-genre et panique morale au Brésil. L'extrême droite et le tournant autoritaire dans la politique contemporaine », *Émulations*, n° 41, Mise en ligne le 20 juin 2022.
DOI : 10.14428/emulations.041.03

Distribution électronique : Université catholique de Louvain (Belgique) : ojs.uclouvain.be

© Cet article est mis à disposition selon les termes de la Licence *Creative Commons Attribution, Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International*. <http://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/>

Éditeur : Émulations – Revue de sciences sociales / Presses universitaires de Louvain
<https://ojs.uclouvain.be/index.php/emulations>

ISSN électronique : 1784-5734

Politique anti-genre et panique morale au Brésil

L'extrême droite et le tournant autoritaire dans la politique contemporaine

Gustavo Gomes da Costa¹

[Résumé] En 2018, le député d'extrême droite Jair Bolsonaro a surpris l'opinion publique internationale en étant élu président de la République du Brésil. En utilisant une rhétorique raciste, sexiste, homophobe et antidémocratique, Bolsonaro a réussi à articuler un large front conservateur et d'extrême droite en sa faveur. Cet article analyse une des facettes de cette articulation politique, celle portant sur l'opposition aux expressions de la sexualité en dissonance avec le modèle hétérosexuel. À cette fin, nous utilisons le concept de panique morale pour comprendre les mobilisations à l'encontre de l'exposition *QueerMuseu* inaugurée en août 2017. L'article utilise l'analyse événementielle comme méthode de recueil des données afin d'identifier les acteurs sociaux impliqués dans la panique morale, leurs tactiques de mobilisation, les arguments qu'ils utilisent, ainsi que les réponses de la société civile et de la classe politique à cette panique morale. L'article vise non seulement à appréhender la pertinence des questions de genre et de diversité sexuelle dans la récente avancée de l'autoritarisme au Brésil, mais aussi à identifier les possibilités et les limites du concept de panique morale en tant qu'outil analytique et empirique en sociologie.

Mot-clés : homosexualité, genre, panique morale, conservatisme, extrême droite, *Queermuseu*.

Anti-gender politics and moral panic in Brazil: The extreme-right and the authoritarian turn in contemporary politics

[Abstract] In 2018, the extreme right-wing deputy Jair Bolsonaro took by surprise the international public opinion by being elected president of the republic in Brazil. Using a racist, sexist, homophobic and antidemocratic rhetoric, Bolsonaro managed to articulate a broad conservative and extreme right front in his support. This article analyses one of the facets of this political articulation around the opposition to the expressions of sexuality dissonant of the heterosexual model. For this purpose, the concept of moral panic will be used to understand the mobilizations against the *QueerMuseu* exhibition opened to the public in August 2017. The article uses the Protest Event Analysis as a data collection methodology, in order to identify the social actors involved in the moral panic, their mobilization tactics, their justifying arguments, as well as the responses of civil society and the political class to the moral panic. The article aims to understand not only the relevance of gender and sexual diversity issues in the recent authoritarian advance in Brazil, but also to identify the potential and limits of the concept of moral panic as an analytical and empirical tool in sociology.

Keywords: homosexuality, gender, moral panic, conservatism, extreme-right, *Queermuseu*.

¹ Chargé d'enseignement de sociologie à l'Université fédérale de Pernambouc, Brésil ; chercheur associé à l'Université de Glasgow, Royaume-Uni ; et collaborateur scientifique de l'Université libre de Bruxelles, Belgique. Ce texte a été traduit du portugais (Brésil) par Julien Zeppetella (jzeppetella@gmail.com).

En octobre 2018, les Brésiliens se sont rendus aux urnes pour le deuxième tour de l'une des élections présidentielles à la plus forte polarisation politique de l'histoire récente. Avec une campagne électorale basée sur une rhétorique agressive contre le Parti des travailleurs (PT), associée à des arguments racistes, sexistes et homophobes, Jair Bolsonaro, affilié au Parti social-libéral (PSL), a choqué une partie considérable de la société brésilienne et de l'opinion publique internationale en étant élu avec 55 % des suffrages exprimés.

L'élection de Bolsonaro peut être perçue comme l'apogée de l'essor conservateur et autoritaire de la politique contemporaine brésilienne qui date au moins de l'élection présidentielle de 2014. La courte victoire de la présidente de l'époque, Dilma Rousseff (PT), le développement des lobbys conservateurs au sein du parlement brésilien, l'impact de la large couverture médiatique des cas de corruption traités par l'opération judiciaire dite du *Lava Jato* (lavage express), tout comme les mobilisations sociales survenues dans diverses villes brésiennes en faveur du départ de la présidente ont contribué à la destitution de la présidente Dilma Rousseff en août 2016, suite à une procédure polémique d'*impeachment*.

Dans les mobilisations en faveur de la destitution de Dilma Rousseff, on a pu observer l'émergence de nouveaux acteurs sociaux organisés autour d'identités conservatrices et dites « de droite ». Pour la première fois depuis la re-démocratisation de 1985, les étendards conservateurs et d'extrême droite ont à nouveau été mis en évidence dans l'espace public brésilien. Ils exprimaient, dans une plus ou moins grande mesure, le rejet, de la part principalement des classes moyennes et supérieures, des gouvernements du PT au niveau national et la supposée hégémonie de la pensée de gauche dans la société. À cet égard, le mouvement de destitution a représenté une importante étape dans la coordination entre ces acteurs de droite, rendant possibles l'identification et la mise en place de programmes communs (Vrydagh, 2020). Le combat contre la corruption, cette dernière étant perçue par les secteurs conservateurs comme intrinsèquement liée à la gauche et au PT, tout comme la critique à un endoctrinement idéologique de gauche dans les écoles et les universités et à une supposée hégémonie d'une « idéologie de genre » dans la société, sont des exemples de programmes communs rendant possible l'union de divers acteurs sociaux conservateurs et d'extrême droite. La candidature de Bolsonaro remporta un grand succès à l'élection présidentielle de 2018, en grande partie pour se présenter comme une expression politique de ces différentes bannières conservatrices et d'extrême droite qui ont pris de l'ampleur dans la politique contemporaine brésilienne.

Cet article² analyse une des facettes de ce processus d'articulation politique entre acteurs sociaux conservateurs et de droite : celle qui tourne autour de l'opposition aux expressions de la sexualité dans les manifestations artistiques. Pour cela, nous recourons au concept sociologique de panique morale afin de comprendre les mobilisations

² Ce texte s'inscrit dans le cadre du projet CAGE (Campagnes anti-genre en Europe), financé par l'Agence universitaire de la Francophonie.

contre le *QueerMuseu (Musée Queer)*, une exposition inaugurée au mois d'août 2017 dans la ville de Porto Alegre (capitale de l'État du Rio Grande do Sul). La fermeture de cette exposition, dès le début du mois de septembre, a amorcé une escalade de harcèlement et de censure contre diverses manifestations artistiques qui abordaient, directement ou indirectement, différentes expressions de la sexualité dans plusieurs régions du pays. Divers groupes conservateurs et d'extrême droite au sein de la société civile et de l'État ont participé à la politisation de la sexualité (Gomes da Costa, Melo, 2019), outrepassant le champ de l'art et atteignant universitaires et chercheurs travaillant sur les études de genre, les accusant pêle-mêle de « promouvoir l'homosexualité », la « pédophilie » et de « profaner » les valeurs morales chrétiennes.

Dans la première partie, l'article propose une révision succincte du concept de panique morale, en mettant en exergue ses principales formulations dans le champ de la sociologie et en proposant une discussion sur ses possibilités analytiques et ses éventuelles limitations. Dans la deuxième partie, une courte discussion sur la méthode de l'analyse événementielle (*Protest Event Analysis*) est présentée, mettant en avant ce qu'elle peut offrir à l'analyse des paniques morales. Dans la troisième partie, une brève description des événements en lien avec la panique morale étudiée est proposée, en mettant en exergue les acteurs sociaux impliqués, les tactiques de mobilisation et les arguments de justification de cette panique morale, ainsi que les réponses de la société et de la classe politique à celle-ci. Ensuite, l'article propose une brève contextualisation des transformations récentes de la société brésilienne, en analysant leurs possibles impacts dans l'explication du « succès » de la panique morale de 2017. Finalement, nous examinons les contributions de l'article à une compréhension de la pertinence des questions de genre et de diversité dans la récente montée de l'autoritarisme au Brésil, ainsi que les possibilités et limites du concept de panique morale en tant qu'outil analytique et empirique en sociologie.

1. Panique morale : réflexions sur un concept sociologique

La notion de panique morale a été aussi bien utilisée par la littérature sociologique que par les moyens de communication pour dépeindre les épisodes d'hystérie et d'angoisse collectives. En sociologie, le concept de panique morale est élaboré pour la première fois par Stanley Cohen dans son ouvrage *Folks Devils and Moral Panics*, publié en 1972. Inspiré par la théorie de l'étiquetage et la sociologie de la déviance, Cohen développe son concept à partir de l'analyse des bagarres survenues entre deux groupes de jeunes, les *Mods* et les *Rockers*, au cours de l'été 1964 au Royaume-Uni. Pour Cohen, les paniques morales sont des épisodes dans lesquels une condition, un événement ou un groupe social est caractérisé comme une menace envers certaines valeurs et préoccupations sociales (Cohen, 2002 : 1). En général, les paniques morales sont dirigées contre certaines collectivités, perçues comme des types sociaux distincts, dont les actions, les

comportements et les identités sont déviants par rapport aux normes sociales : ce sont des « figures repousseurs », ou « boucs émissaires³ » (*folks devils*).

L'auteur analyse la panique morale à partir d'un modèle séquentiel de développement (*Ibid.* : 12-13). La première phase serait celle de la « déviance initiale » ou « phase d'impact », durant laquelle il n'est pas encore possible d'identifier si un épisode peut se transformer en panique morale. La seconde phase, appelée « inventaire », est celle au cours de laquelle les individus impliqués dans l'épisode formulent des interprétations sur les événements. C'est dans cette phase que les médias jouent un rôle primordial dans la conversion d'un épisode en panique morale. Dans la troisième phase de la panique morale, celle dite de la réaction sociale, on observe l'engagement de ceux que l'on nomme les entrepreneurs de morale, qui peuvent être des politiciens, des membres des forces de l'ordre et du judiciaire, des leaders religieux, parmi d'autres agents de contrôle. Concept forgé par Howard Becker (1985), les entrepreneurs de morale sont des individus, groupes ou organisations qui s'attachent à persuader la société (ou certains de ses segments) de renforcer ou adopter des normes qui sont cohérentes avec leurs propres croyances morales qu'ils défendent avec ferveur. Ce sont eux qui promeuvent la sensibilisation du public, articulant incidents et événements sans liens directs pour les présenter comme les symptômes d'une même forme menaçante de déviance (Thompson, 1998).

Selon Cohen (2002), le contexte social est fondamental pour comprendre les raisons pour lesquelles certains événements se transforment en panique morale. Les entrepreneurs de morale, les agents de contrôle et les médias ont besoin de circonstances sociales propices pour l'apparition et la dissémination d'une panique morale. Les moments de crise et d'intenses transformations sociales sont particulièrement opportuns pour la diffusion de paniques morales.

L'ouvrage de Cohen demeure une référence théorique et méthodologique pour l'analyse des dynamiques des paniques morales. Cependant, d'autres auteurs se sont attachés à développer des références théoriques et des outils analytiques pour l'étude des paniques morales. Dans *Policing the Crisis* (Hall *et al.*, 1978), à partir d'un référentiel théorique marxiste, les auteurs identifient la panique morale autour d'un type de violence urbaine (le *mugging*) comme le résultat de la crise par laquelle passait le capitalisme à l'époque. Selon les auteurs, les paniques morales sont élaborées pour servir les intérêts des élites, en renforçant l'ordre social dominant et en détournant l'attention de la crise structurelle du capitalisme. Fréquemment, la classe bourgeoise orchestre des épisodes de panique morale avec l'appui des médias et des agences de contrôle social, en ciblant, plus particulièrement, des groupes sociaux défavorisés comme *folk devils*. Lors de moments de crise, des campagnes d'ordre public sont élaborées de manière

³ On peut citer le travail de René Girard sur le sujet. Dans son ouvrage, *Le bouc émissaire* (1982), l'auteur cherche à développer une théorie transculturelle des logiques de violence mimétique qui érigent certains individus ou collectivités en boucs émissaires. À l'instar du concept de panique morale, Girard identifie les contextes de crise sociale et institutionnelle comme particulièrement propices à l'émergence de boucs émissaires.

délibérée pour détourner l'attention des réels problèmes à l'ordre du jour, comme la perte de rentabilité des entreprises et l'aggravation de la récession économique.

Policing the Crisis (Ibid.) souligne le caractère délibéré de la production de paniques morales de la part des médias et des entrepreneurs de morale, dans le but de contrôler les conceptions de l'opinion publique, garantissant l'hégémonie des classes bourgeoises. Ce dernier point a été la cible de diverses critiques, dans la mesure où il ne prend pas en compte deux caractéristiques importantes des paniques morales : la non-préméditation et la volatilité. En outre, cette analyse ne prête pas une grande attention à l'agencement des groupes populaires impliqués dans les paniques morales, envisagés simplement comme des acteurs dominés par les classes bourgeoises (Goode, Ben-Yehuda, 2009).

Une autre élaboration théorique importante du concept de panique morale est proposée par Erich Goode et Nachman Ben-Yehuda dans *Moral Panics: the Social Construction of Deviance* (2009). Dans cet ouvrage, les auteurs approfondissent les stratégies méthodologiques pour identifier et analyser les paniques morales.

Selon eux, l'augmentation soudaine de la préoccupation vis-à-vis d'un certain thème, comportement ou groupe social de la part d'une société donnée (ou du moins d'une partie de celle-ci) est un important indicateur de l'émergence d'une panique morale. Commandes de sondages, intensification de la couverture médiatique, des mobilisations de mouvements sociaux et/ou des propositions de lois sont d'importants indicateurs de l'augmentation de la visibilité d'un thème ou d'un groupe social pouvant provoquer une panique morale.

Un second indicateur, l'hostilité, fait référence à la recrudescence d'attitudes hostiles envers certains groupes sociaux, identifiés comme *folk devils*. D'après Goode et Ben-Yehuda, ces groupes sont vus comme une menace au maintien de l'ordre social. Ainsi, une dichotomie apparaît entre « nous », « bons citoyens », « respectueux de la loi » et « eux », « déviants », « criminels », « outsiders ». L'avènement de « boucs émissaires » démontre l'augmentation de l'hostilité et la probable apparition d'une panique morale.

Un troisième indicateur, le consensus, se réfère à la croyance généralisée en l'existence d'une menace réelle provenant du groupe ou du comportement, objet de la panique morale. Ce consensus est central pour assurer l'engagement d'individus dans des actions collectives et pour propager la panique morale.

La disproportion est le quatrième indicateur cité par Goode et Ben-Yehuda à propos de l'émergence de paniques morales. Il s'agit de la perception généralisée sur le fait que la supposée dangerosité de certains individus et de leurs comportements ou la menace que ces comportements représentent sont plus importantes que ce que les preuves empiriques semblent suggérer. Des exemples de cette disproportion seraient présents dans la divulgation de données exagérées sans démonstration objective, dans les rumeurs et dans les infox (*fake news*). La disproportion est l'un des points les plus soulignés par les critiques du concept de panique morale. Selon eux, il ne serait pas possible de mesurer de manière objective une menace ou un danger spécifique, étant

donné que les perceptions sociales sont centrales dans cette évaluation. Donc, comme il ne serait pas possible de mesurer la disproportion d'une menace ou d'un danger, on ne pourrait pas en déduire l'existence d'une panique. Nous sommes plutôt en accord avec la réponse que Goode et Ben-Yehuda apportent à cette critique, lorsqu'ils affirment que bien qu'il ne soit pas possible de mesurer de manière abstraite la disproportion d'un danger ou d'une menace, le ou la sociologue peut identifier les degrés de disproportion à partir de l'analyse de cas empiriques concrets, et constater ainsi l'existence d'une panique morale. Infox, rumeurs, fables et légendes urbaines, ou encore la simple augmentation de la couverture médiatique sont d'importants indicateurs de la disproportion et peuvent être utiles dans l'analyse des paniques morales.

Le cinquième indicateur, la volatilité, concerne la dynamique particulière des paniques morales : elles sont, pour la plupart, caractérisées par une irruption et une disparition abrupte. Dans certains cas, les paniques morales subsistent lorsque l'on observe leur institutionnalisation au travers de l'apparition de nouvelles lois, de nouveaux mécanismes de contrôle ou de mouvements sociaux.

Goode et Ben-Yehuda présentent aussi trois importants *insights*⁴ qui seront explorés dans ce texte : a) la superposition entre les réflexions théorico-méthodologiques sur les paniques morales et les mouvements sociaux ; b) l'importance de la sexualité dans diverses paniques morales analysées par les sciences sociales ; et c) le rôle des émotions dans l'apparition et la propagation des paniques morales. En ce qui concerne le premier *insight*, les auteurs soutiennent que les organisations et les collectifs des mouvements sociaux représentent un chemin possible de l'expression de nombreuses paniques morales. Nombre d'entre eux finissent par surmonter la phase d'effervescence collective en s'institutionnalisant en mouvements sociaux durables. Par ailleurs, paniques morales et mouvements sociaux impliquent l'engagement d'individus vis-à-vis d'une certaine question ou d'un thème qu'ils perçoivent comme un problème ou une menace, que ce soit envers l'ordre ou les valeurs sociales établies, ou envers les droits d'une communauté spécifique. C'est en ce sens que les auteurs affirment que mouvements sociaux et paniques morales impliquent la présentation de certaines revendications à un public plus général (*claim-making*), de manière à obtenir un appui en faveur du changement social. Il ne s'agit pas de considérer que mouvements sociaux et paniques morales sont synonymes. Cependant, on peut convenir, à la suite de Goode et Ben-Yehuda, de l'utilité des cadres théoriques de l'analyse des mouvements sociaux pour appréhender certaines dynamiques des paniques morales.

Le deuxième *insight* porte sur le constat que beaucoup de paniques morales observées en Occident ont eu pour objet différentes dimensions de la sexualité. Prostitution, exploitation sexuelle de mineurs, infections sexuellement transmissibles et homosexualité ont entraîné divers groupes sociaux dans des croisades moralisatrices dans divers contextes nationaux au cours des derniers siècles. Michel Foucault (1994), Jeffrey Weeks (2017) et Gayle Rubin (2010) ont démontré à quel point la sexualité est une di-

⁴ NdT : en anglais dans le texte.

mension de la vie sociale extrêmement réglementée en Occident, où les comportements, les identités, les pratiques et les rôles sociaux sont examinés avec minutie et gouvernés par un ensemble complexe de lois, de normes et de tabous sociaux, ainsi que par des perceptions et des réactions d'ordre émotionnel. De la même manière, la sexualité a été utilisée comme mécanisme de canalisation des angoisses sociales issues, dans de nombreux cas, de crises et de transformations économiques, politiques et sociales plus larges. Dans « Penser le sexe », Rubin (2010) examine ces dimensions en soulignant la manière dont diverses paniques morales aux États-Unis ont été décisives par rapport à la structuration d'un système complexe qui différencie et hiérarchise les comportements et pratiques sexuels. La panique morale qui surgit autour de l'exposition *Queermuseu* peut être perçue comme un événement pertinent pour comprendre la centralité de la sexualité dans le débat politique brésilien actuel et les transformations sociales plus larges en cours dans la société brésilienne depuis au moins le début du XXI^e siècle.

Le troisième *insight* porte sur le rôle des émotions. Les deux auteurs soulignent son importance dans l'engagement des individus dans les paniques morales et leur dissémination. À l'instar de discussions plus récentes sur l'action collective que les mouvements sociaux promeuvent (Goodwin, Jaspers, 2006), Goode et Ben-Yehuda soulignent que les émotions, telles que la peur et l'angoisse, sont centrales dans la mobilisation des individus dans les paniques morales, particulièrement dans celles qui se focalisent sur un objet en lien avec une quelconque dimension de la sexualité humaine. Des recherches sur les mouvements sociaux et les paniques morales ont démontré que les émotions sont au cœur de la construction des identités collectives, de l'engagement des individus, de la dynamique interne de l'action et de son éventuelle disparition.

Sean Hier (2019) fournit également un apport significatif à la réflexion sur les paniques morales. Selon lui, la récurrence de paniques morales en Occident ces dernières décennies met en exergue le rôle de ces dernières dans la régulation de l'ordre social. La logique néolibérale s'appuie sur une « subjectivité entrepreneuriale » basée sur la « méritocratie » qui, non seulement, responsabilise de plus en plus les individus pour leurs destinées sociales, mais considère aussi l'échec individuel comme une « faiblesse de caractère » (*Ibid.* : 8). Dans le contexte actuel où les relations sociales passent de plus en plus par la médiation d'Internet, les paniques morales se transforment en épisodes récurrents de régulation de l'ordre social, individualisant les responsabilités par rapport aux problèmes sociaux et dissimulant leurs dimensions structurelles. Les leaders populistes seraient particulièrement enclins à utiliser les paniques morales afin de canaliser les angoisses et mécontentements face à la responsabilisation individualisée au moyen de la création de boucs émissaires (féministes, activistes LGBTQI+, immigrés, etc.). C'est en ce sens que le concept de panique morale démontre sa pertinence dans la compréhension de logiques sociales au sein de processus politiques plus larges.

2. Analyse événementielle et paniques morales

Les réflexions théoriques et méthodologiques sur les mouvements sociaux et les recherches sur les paniques morales partagent des préoccupations similaires : a) quels facteurs environnementaux, économiques, politiques et sociaux expliquent l'apparition de certaines thématiques en tant que base de mouvements sociaux/paniques morales ? ; b) qu'est-ce qui motive les individus à s'engager dans un(e) mouvement social/panique morale ? ; c) comment les leaders/entrepreneurs de morale organisent l'action collective et cherchent à convaincre l'opinion publique de l'importance/gravité de leurs demandes ? Dans cette optique, les méthodologies d'analyse des mouvements sociaux peuvent fournir d'importants outils pour comprendre l'émergence, la dynamique et les conséquences des paniques morales.

Dans cette étude, nous utilisons une méthode de recueil et d'analyse des données inspirée de l'analyse événementielle. Cette méthode a été appliquée et affinée depuis les années 1960 pour l'étude des mouvements sociaux. C'est la méthode que privilégient les chercheurs qui s'inscrivent dans ce que l'on appelle la théorie de la politique du conflit ou de la politique contestataire (*Contentious Politics*) aussi bien lorsqu'ils analysent des processus de mobilisation sociale de longue durée, que pour des études de cas plus ciblés (Beissinger, 2002).

Swen Hutter (2014) examine les différentes approches, définitions et méthodes de l'analyse événementielle. Il met en évidence que ces méthodes sont basées principalement sur les mobilisations de mouvements sociaux « progressistes » en insistant sur la dimension « conflictuelle » des événements de protestation. Une limitation importante de l'analyse événementielle concerne la sélectivité de la couverture médiatique. Comme le souligne Alexandre Lambelet (2009), l'analyse événementielle ne prendrait pas en compte les mobilisations qui n'ont pas bénéficié d'une couverture de la presse. En ce qui concerne l'analyse des paniques morales, nous estimons que l'analyse événementielle possède la capacité de démontrer les fluctuations de la couverture journalistique de certains thèmes, signalant la possible émergence d'épisodes de croisade morale.

Bien que nous reconnaissons ces enjeux et d'autres, nous partageons le point de vue de Mark Beissinger lorsqu'il affirme que le potentiel de l'analyse événementielle réside dans sa « capacité d'adaptation à une large variété de circonstances en fonction des objectifs du chercheur » (Beissinger, 2002 : 461). Afin d'y conformer les particularités de notre objet de recherche, à l'instar de Karl-Dieter Opp, nous avons recours à une définition large de l'événement de protestation entendu comme « l'action d'individus cherchant à atteindre leur(s) objectif(s) en influençant les décisions d'une cible » (Opp, 2009 : 38).

Pour cela, nous avons élaboré une banque de données quantitatives à partir d'articles publiés entre les années 2011 et 2018 sur des questions en lien avec les politiques

anti-genre dans le plus grand quotidien brésilien en circulation, *Folha de São Paulo*⁵. Le but de cette banque de données est de fournir des informations sur la dynamique des événements de protestations anti-genre, leurs principaux acteurs sociaux et politiques, ainsi que sur les répertoires d'action collective, de cibles et de demandes. Les articles ont été sélectionnés à partir de mots-clés⁶ correspondant à des questions et des thèmes en relation avec les politiques anti-genre.

Pour l'élaboration de la banque de données, l'unité d'analyse utilisée est l'événement de protestation, en suivant la définition large proposée par Opp (2009). Le choix de l'utilisation d'un seul journal pour élaborer la base de données est conforme aux stratégies d'autres études du même genre (Kriesi et al, 1995 ; McAdam, 1982 ; Tarrow, 1989), dans le but d'éviter les écueils de la quantification de manière répétée d'un même événement de protestation. Après traitement analytique, on a dénombré 178 événements de protestation anti-genre entre 2011 et 2018 au Brésil. Le graphique de la figure 1 présente l'évolution de ces événements au cours de la période analysée.

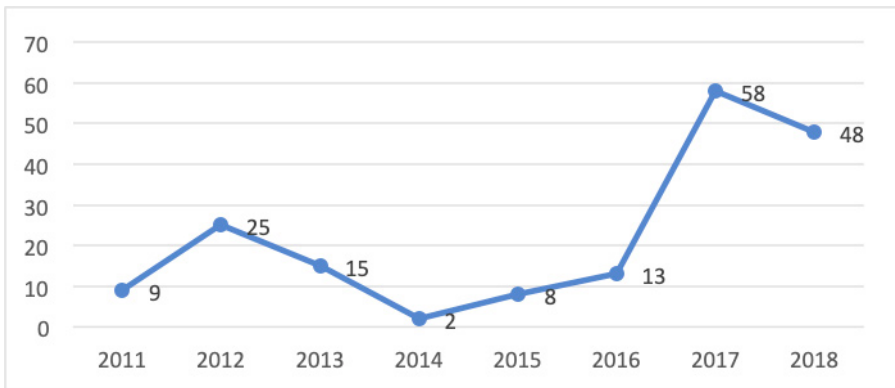


FIGURE 1 : GRAPHIQUE DE L'ÉVOLUTION DES PROTESTATIONS ANTI-GENRE À PARTIR DES ARTICLES DE LA *FOLHA DE SÃO PAULO* (2011-2018)

Le graphique montre l'augmentation vertigineuse des événements de protestation anti-genre (Kuhar, Paternotte, 2017) au cours de 2017, année de l'exposition *Queermuseu*. La période allant d'août à décembre 2017 concentre un quart (25,8 %) de l'ensemble des événements de protestation anti-genre identifiés entre 2011 et 2018. Ces cinq mois englobent la période où l'exposition a été ouverte au public et les réactions en faveur et contre suite à sa fermeture définitive. L'augmentation disproportionnée dans la cou-

⁵ Cet article s'insère dans une recherche sur le rôle des politiques anti-genre (Kuhar, Paternotte, 2017) dans le tournant autoritaire de la politique brésilienne contemporaine.

⁶ Les mots-clés qui ont été utilisés sont : genre (*gênero*), orientation sexuelle (*orientação sexual*), plan national d'éducation (*Plano Nacional de Educação*), idéologie de genre (*ideologia de gênero*), kit gay, cure gay (*cura gay*), thérapie de conversion (*terapia de conversão*), anti-avortement (*antiaborto*), mouvement pro-famille (*movimento pró-família*), *queermusée* (*queermuseu*), marche pour Jésus (*Marcha para Jesus*) et école sans parti (*Escola sem Partido*).

verture médiatique d'un thème donné dans une période relativement courte de temps est, comme l'indique la littérature scientifique sur les paniques morales, un fort indicateur d'une panique morale.

En complément des données quantitatives, et en vue de renforcer la dimension qualitative, cet article a également utilisé des articles publiés dans les journaux *O Globo* de Rio de Janeiro (deuxième quotidien à plus grand tirage du pays) et *El País* (version brésilienne en ligne). L'analyse a aussi inclus des articles publiés sur le site Internet *G1* du groupe Globo (site d'information en ligne le plus consulté au Brésil).

3. ***Queermuseu* et la panique morale autour de la sexualité dans le Brésil contemporain**

L'exposition *Queermuseu – cartographie de la différence dans l'art brésilien* est inaugurée officiellement le 15 août 2017 au Santander Cultural, un centre culturel de Porto Alegre. Sous la direction du curateur Gaudêncio Fidelis, l'exposition présentait 270 œuvres (sculptures, photographies et peintures) de divers artistes brésiliens qui abordaient les différentes facettes de la sexualité humaine⁷. La polémique autour de l'exposition a débuté le 6 septembre lorsque des vidéos⁸ ont été diffusées sur le Web critiquant l'exposition pour faire usage de fonds publics pour « inciter à la pornographie et à la pédophilie⁹ » et profaner des images religieuses. Les œuvres de l'exposition les plus particulièrement critiquées ont été *Cena do Interior 2 (Scène de l'arrière-pays 2)* de Adriana Varejão (figure 2), et *Travesti da Lambada e Deusa das Águas (Travesti de la lambada et déesse des eaux)* de Bia Leite (figure 3).

⁷ Cf. Ristow F. (2017), « Mostra no Sul é cancelada após críticas », *O Globo*, 11 septembre.

⁸ Une de ces vidéos, intitulée *Santander Cultural prometeu pedofilia, pornografia et arte profana à Porto Alegre*, est disponible sur YouTube. Le 12 octobre 2020, elle avait été vue 128 525 fois. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=K00e-6Befbl>.

⁹ Cf. Fioratti G., Menon I., Canofre F. (2017), « Curador de mostra cancelada diz que banco infringiu regras básicas », *Folha de São Paulo*, 12 septembre.



FIGURE 2 : *CENA DO INTERIOR 2* (1994), ADRIANA VAREJÃO

Source : *El País Brasil*, 18 septembre 2017

Le mouvement Brésil libre (MBL), groupe néolibéral d'extrême droite qui a obtenu une visibilité publique nationale en étant l'un des principaux meneurs du mouvement en faveur de la destitution de Dilma Rousseff (Vrydagh, 2020), assume le rôle d'entrepreneur de morale dans les mobilisations contre l'exposition. En plus de promouvoir la diffusion de vidéos sur Internet, le groupe a proposé une pétition avec plus de 100 000 signatures virtuelles recueillies réclamant la fermeture de l'exposition¹⁰. Plusieurs de leurs leaders ont critiqué le prétendu usage de fonds publics par une « élite politique et culturelle » qui cherche à « mépriser et vilipender les valeurs les plus profondes de la société brésilienne¹¹ ». L'action a reçu le soutien du maire de Porto Alegre de l'époque, Nelson Marchesan Junior (PSDB), qui accusait l'exposition, par le biais des réseaux sociaux en ligne, de présenter des « images de zoophilie et de pédophilie¹² ». La mobilisation contre l'exposition a conduit la banque Santander à annuler l'exposition le 11 septembre.

¹⁰ Pétition en ligne, consultée le 30 octobre 2020. URL : <https://www.citizengo.org/pt-pt/sc/88583-repudio-exposicao-blasfema-do-santander-cultural>.

¹¹ Cf. Santos R. (2017), « Exposição fechada mostra que brasileiro não é mais cordeirinho », *Folha de São Paulo*, 12 septembre.

¹² Cf. Sperb P. (2017), « Veja imagens da exposição cancelada pelo Santander, no RS », *Veja.com*, 13 septembre. En ligne, consulté le 2 novembre 2020. URL : <https://veja.abril.com.br/blog/rio-grande-do-sul/veja-imagens-da-exposicao-cancelada-pelo-santander-no-rs/>.



FIGURE 3 : TRAVESTI DA LAMBADA E DEUSA DAS ÁGUAS (2013), BIA LEITE
Source : *Veja*, 12 septembre 2017

L'annulation de l'exposition a été suivie de manifestations contestant sa fermeture de la part de la classe artistique et de groupes en faveur de la diversité sexuelle. Le 13 septembre, une confrontation entre militants du MBL et manifestants opposés à la fermeture de l'exposition a eu lieu devant le centre culturel¹³. Des membres du parlement liés au Front parlementaire évangélique (FPE), fervent opposant aux demandes d'égalité de genre et à la diversité sexuelle, se sont associés au MBL dans la panique morale contre le *Queermuseu*. Le président de ce front parlementaire, le député fédéral Hidekazu Takayama (Parti social-chrétien – PSC), a fait l'éloge de l'action du MBL pour combattre « ces hontes » représentées dans l'exposition¹⁴. Le 14 septembre 2017, le FPE du conseil municipal de São Paulo émit une requête auprès du ministère public fédéral pour que ce dernier enquête sur les « infractions pénales » et les « irrégularités administratives » commises par les organisateurs de l'exposition¹⁵.

L'annulation du *Queermuseu* a encouragé d'autres entrepreneurs de morale dans le pays à se lancer dans la panique morale. Le 14 septembre, la police civile (qui assume des fonctions de police judiciaire au Brésil) de Campo Grande (capitale de l'État du Mato Grosso do Sul) a saisi le tableau intitulé *La pédophilie* de Alessandra Cunha au musée d'art contemporain du Mato Grosso do Sul (MARCO) suite à des plaintes déposées par des députés de la FPE du parlement régional de cet État fédéré, accusant l'œuvre « d'encourager l'apologie à la pédophilie », en outre de représenter « une agression contre les

¹³ Cf. Hofmeister N. (2017), « Protestos no Sul tem bombas e performances », *O Globo*, 13 septembre.

¹⁴ Cf. Bergamo M. (2017), « Coluna de Mônica Bergamo », *Folha de São Paulo*, 15 septembre.

¹⁵ *Ibid.*

bonnes mœurs et la morale¹⁶ ». L'œuvre intégrait l'exposition *Cadafalso (Échafaud)* ouverte au public depuis juin 2017. Elle n'est toutefois devenue cible des députés de la FPE qu'après les répercussions de l'annulation de l'exposition *Queermuseu* à Porto Alegre.

Le 15 septembre, le juge Luiz Antônio de Campos Junior décide d'annuler la représentation de la pièce de théâtre *L'évangile selon Jésus, reine du ciel (O evangelho segundo Jesus, Rainha do Céu)* au centre culturel SESC de la ville de Jundiaí (État de São Paulo). La dramaturge écossaise Jo Clifford y dépeint Jésus dans la contemporanéité sous les traits d'une femme transsexuelle¹⁷. Le juge s'est prononcé en faveur de la requête déposée par des congrégations religieuses, des groupes politiques et par l'organisation catholique d'extrême droite Tradition, famille et propriété (TFP) demandant la suspension du spectacle au motif que la « [...] présentation [de la pièce de théâtre] va à l'encontre de la dignité chrétienne, du fait que représenter Jésus-Christ sous les traits d'un transgenre expose au ridicule les symboles comme la croix et la religiosité qu'elle représente¹⁸ ».

Le 26 septembre, à São Paulo, une autre manifestation artistique a été la cible de la panique morale amorcée par l'annulation de l'exposition *Queermuseu*. L'interaction entre un enfant et un artiste nu lors de la performance artistique *La Bête*, qui se déroulait au musée d'art moderne de São Paulo (MAM), a été la cible de nombreuses attaques et critiques sur le Web (figure 4). Des vidéos montrant une petite fille touchant la main, le mollet et le pied du chorégraphe Wagner Schwartz ont largement été diffusées sur Internet, accompagnées de critiques pour « incitation à la pédophilie¹⁹ ». Le hashtag #la pédophilie n'est pas de l'art (#pedofiliaearte) a été l'un des plus populaires lors de ce jour. Le 29 septembre, une manifestation contre la performance a été organisée par le MBL en face du MAM. À partir d'allégations que le MAM aurait utilisé des fonds publics pour promouvoir la « pédophilie » et « porter atteinte aux valeurs de la société brésilienne », les activistes du MBL exigeaient la fermeture de l'exposition. La mobilisation du MBL et la répercussion du cas sur le Web ont conduit à l'ouverture d'une enquête par le ministère public pour savoir si une violation du statut de l'enfant et de l'adolescent, ensemble de normes juridiques qui garantissent les droits des enfants et des jeunes, avait eu effectivement lieu durant la performance. Le maire de São Paulo de l'époque, João Doria (PSDB), a émis une déclaration condamnant la performance dans une vidéo diffusée en ligne²⁰.

¹⁶ Cf. « Liminar suspende sessão de peça com Jesus transexual em Jundiaí », *Folha de São Paulo*, 16 septembre 2017.

¹⁷ Cf. Carpinejar F. (2017), « Peça com Jesus transexual enaltece sermões bíblicos », *O Globo*, 23 septembre.

¹⁸ Cf. Durval N., Menon I., Valente R. (2017), « Justiça suspende estreia de peça que traz mulher trans como Jesus, em Jundiaí », *O Globo*, 16 septembre.

¹⁹ Cf. Menon I., Gregorio R. (2017), « Promotoria vai investigar performance », *Folha de São Paulo*, 30 septembre.

²⁰ Cf. Genestreti G. et al. (2017), « Isto não é um bicho », *Folha de São Paulo*, 3 octobre.



FIGURE 4 : CAPTURE D'ÉCRAN D'UNE VIDÉO MONTRANT UN ENFANT LORS D'UNE PERFORMANCE ARTISTIQUE AU MAM (SÃO PAULO)

Source : *Portal G1*, 20 septembre 2017

La controverse autour du *Queermuseu* a continué au cours du mois d'octobre. Après que le musée d'art de Rio de Janeiro (MAR) a manifesté son intérêt pour accueillir cette exposition, le maire de la ville de l'époque, Marcelo Crivella²¹ (PRB), a diffusé une vidéo le 1^{er} octobre, critiquant le *Queermuseu* et déclarant que la population de Rio de Janeiro ne voulait pas d'une « exposition de pédophilie et zoophilie²² » dans sa ville. Subventionné par la mairie, le MAR a fini par céder aux pressions du maire²³, mettant fin aux négociations pour accueillir le *Queermuseu*²⁴.

Le 4 octobre²⁵, après avoir reçu des membres de la FPE pour une réunion sur le *Queermuseu* et la performance *La Bête*, le ministre de la Culture, Sergio Sá Leitão, propose d'inscrire l'interdiction de « la présentation de propositions qui vilipendent la foi religieuse, favorisent la sexualisation précoce des enfants et des adolescents ou font l'apologie de crimes ou d'activités criminelles » dans un projet d'amendement de la loi Rouanet²⁶. Le ministre a également prôné d'indiquer des limites d'âge pour les manifestations d'arts visuels, ce qui a été rejeté par les professionnels du champ artistique, étant vu comme une sorte de censure préalable sous couvert de légalité.

Au début du mois de novembre, le président de la commission parlementaire sur la maltraitance des enfants, le sénateur et membre du FPE, Magnus Malta (PR), a ap-

²¹ Il est aussi évêque de l'Église universelle du royaume de Dieu, une des plus grandes organisations du mouvement charismatique évangélique au Brésil.

²² Cf. Gobbi N. (2017), « Prefeito quer barrar Queermuseu no Rio », *O Globo*, 2 octobre.

²³ Cf. « Integra da nota do Conmar », *O Globo*, 4 octobre 2017.

²⁴ Cf. Gobbi N. (2017), « Sem "Queermuseu" », *O Globo*, 4 octobre.

²⁵ Cf. Gobbi N., Giannini A. (2017), « Polêmica chega ao Minc », *O Globo*, 6 octobre.

²⁶ La loi Rouanet (loi n° 8.313/1991) permet aux entreprises et aux particuliers de déduire partiellement de leurs impôts des montants investis dans des manifestations culturelles. Cette loi a été l'objet de vives critiques de la part de groupes d'extrême droite, qui la considèrent comme un mécanisme de détournement de fonds publics et de financement d'une classe sociale artistique, majoritairement « de gauche ».

prouvé l'audition en tant que témoin assisté du curateur du *Queermuseu*, Gaudencio Fidelis²⁷. Lors de la séance d'une commission d'enquête parlementaire du 23 novembre 2017, Fidelis a déclaré qu'il était « victime de persécutions » depuis l'annulation de l'exposition *Queermuseu*, alors qu'elle ne cherchait qu'à « ouvrir un dialogue sur les questions de la diversité de genre, du racisme et du sexisme²⁸ ». Lors de cette même séance, Luiz Camillo Osorio, curateur de l'exposition du MAM qui abritait la performance *La Bête*, a déclaré que l'exposition avait été condamnée pour une performance dans laquelle la nudité exposée « ne comportait aucune connotation érotique ou sexuelle²⁹ ».

La panique morale ne s'est pas limitée au cadre des manifestations artistiques. Toujours en novembre, la panique morale a pris pour nouvelle cible la conférence de la philosophe étasunienne Judith Butler, figure éminente des études de genre. Invitée pour la conférence d'ouverture d'un séminaire au centre culturel Sesc Pompeia, à São Paulo, la philosophe a été la cible d'une pétition en ligne qui a recueilli 368 699 signatures qui s'opposaient à sa présence au Brésil³⁰. C'est le profil en ligne *Droite São Paulo (Direita São Paulo)*³¹ qui a mené cette mobilisation contre Butler. Des membres de l'institut Plínio Corrêa de Oliveira (IPCO), lié à l'organisation catholique d'extrême droite TPF, se sont également joints à la mobilisation. Aux cris de « Brûlez la sorcière » et « Le Brésil est un pays conservateur, contre l'idéologie de genre ! Dehors Butler ! », les manifestants ont brûlé des effigies avec la photo du visage de la philosophe, accusée de promouvoir la « pédophilie » et la prétendue « idéologie de genre³² ». Les opposants à la présence de Butler à São Paulo arboraient des symboles religieux chrétiens, tels que la Bible, des croix et des chapelets, ainsi que le drapeau brésilien, allusions évidentes aux valeurs conservatrices : religion, patrie et famille.

²⁷ Cf. Ventura M. (2017), « Queermuseu : curador vai depor em CPI », *O Globo*, 20 novembre.

²⁸ Cf. « Em CPI, curador diz que foi tratado como "criminoso" », *O Globo*, 24 octobre 2017.

²⁹ *Ibid.*

³⁰ Cf. Finco N. (2017), « Filósofa Judith Butler é agredida em Congonhas antes de deixar São Paulo », *Revista Época*, 10 novembre.

³¹ À l'époque, le profil possédait environ 200 000 abonnés sur le réseau social Facebook.

³² Cf. Betim F. (2017), « As vozes da pequena grande batalha do Sesc Pompeia », *El País Brasil*, 7 novembre.



FIGURE 5 : MANIFESTANTS HOSTILES À LA VENUE DE JUDITH BUTLER

Source : *El País*, 7 novembre 2017 (Toni Pires)



FIGURE 6 : MANIFESTANTS METTANT LE FEU AUX EFFIGIES DE JUDITH BUTLER, FERNANDO HENRIQUE CARDOSO ET GEORGE SOROS

Source : *El País*, 7 novembre 2017 (Toni Pires)

Le matin du 10 novembre, la philosophe a été agressée verbalement et même heurtée par une pancarte à l'aéroport de Congonhas³³. La pancarte était utilisée par un membre du groupe en ligne Activistes indépendants (*Ativistas Independentes*), opposé aux thèses de Butler sur le genre, et qui a diffusé les agressions en direct. La philosophe a également été accusée par les manifestants d'être une « meurtrière et une pro-avortement ».

4. Appréhender la panique morale autour de la sexualité au Brésil

Pourquoi ces événements ont-ils bénéficié d'une telle visibilité et ont engendré une telle réaction, au point d'être absorbés dans une panique morale ? Pour comprendre l'articulation entre ces épisodes et la réaction disproportionnée de divers secteurs de la société brésilienne à leur égard, il est indispensable de les contextualiser au sein de transformations économiques, politiques et sociales plus larges.

Au cours du XXI^e siècle, l'équité entre hommes et femmes et la reconnaissance de droits de la population LGBTQI+ ont acquis une visibilité considérable dans l'opinion publique brésilienne. Il faut rappeler que le Brésil est un des pays où l'on recense le plus d'assassinats à caractère homophobe et transphobe. Et, bien que le sexisme et l'homophobie soient ancrés dans la culture patriarcale et les institutions politiques du Brésil, des revendications des mouvements féministes et LGBTQI+ ont été prises en compte dans diverses politiques et actions de l'État mises en œuvre par les gouvernements successifs du PT. La visibilité croissante des revendications portant sur le genre et la diversité sexuelle s'inscrit dans un contexte de transformations au sein de la structure sociale brésilienne. Dans le domaine religieux, on constate une augmentation du nombre de Brésiliens qui se déclarent « évangéliques³⁴ » et on assiste à la hausse de la participation des leaders évangéliques aux instances de représentation politique. Au sein du parlement, le FPE a étendu son influence dans le domaine politique grâce à une forte rhétorique conservatrice, dans laquelle l'opposition aux droits sexuels et reproductifs occupe une place centrale. Compte tenu du conservatisme patriarcal largement répandu dans la société brésilienne, cette rhétorique a assuré des résultats électoraux expressifs aux membres du FPE³⁵.

L'influence croissante du FPE en a fait un partenaire essentiel des coalitions gouvernementales, étendant son pouvoir de décision sur les politiques adoptées. La sus-

³³ Cf. Finco N. (2017), *op. cit.*, 10 novembre.

³⁴ Le terme « évangélique » est utilisé au Brésil pour nommer les adeptes de diverses branches du protestantisme (pentecôtisme, mouvement charismatique, baptisme, etc.). Selon les données du recensement de l'année 2010 de l'Institut brésilien de géographie et de statistiques (IBGE), la population brésilienne se déclarant évangélique est passée de 9 % en 1991 à 22,2 % en 2010.

³⁵ Gustavo Gomes da Costa et Bruno Leonardo Ribeiro de Melo (2019) examinent la manière dont les membres de la FPE ont joué un rôle central dans la politisation des questions de genre et de sexualité au cours de ces dernières années. Il en ressort qu'il ne s'agit pas nécessairement d'une réaction au progrès des droits sexuels en soi (qui, surtout en ce qui concerne les droits LGBT, a été relativement limité), mais plutôt d'une stratégie visant à s'assurer du soutien d'une grande partie de l'électorat conservateur.

pension de la distribution du matériel pédagogique nommé *École sans homophobie*³⁶ (appelé péjorativement Kit Gay par ses détracteurs) en 2011, l'approbation du projet de thérapie de conversion (*cura gay*³⁷) au sein de la commission des droits de l'homme de l'Assemblée nationale en 2013 et l'exclusion des termes « équité de genre » et « orientation sexuelle » du plan national d'éducation³⁸ approuvé en 2014 démontrent la force politique du FPE, soulignant son importance en tant qu'acteur social central dans la promotion du programme conservateur au Brésil.

Un autre changement important a eu lieu dans le champ politique : l'élection de Luís Inácio Lula da Silva, du PT, à la présidence de la République. Son élection a représenté une nouvelle orientation des politiques sociales. Sans rompre avec les principes économiques néolibéraux et soutenu par une large coalition gouvernementale (Singer, 2012), le gouvernement Lula place la lutte contre les inégalités sociales au centre de l'action gouvernementale. À cette fin, il met en œuvre un ensemble de politiques, qui vont de la lutte contre l'extrême pauvreté (programme *Bolsa Família*³⁹), en passant par la promotion du marché intérieur (par une augmentation du salaire minimum et des mesures d'incitation à la régularisation de la main-d'œuvre au sein du marché formel de l'emploi), ou encore par l'expansion du réseau d'enseignement supérieur public, à la mise en œuvre de politiques de discrimination positive. Ces politiques publiques ont permis une réduction du taux d'extrême pauvreté de 75 % (FAO, 2013), ainsi que l'ascension sociale de larges secteurs des classes populaires. Le succès de ces politiques a permis d'assurer la réélection de Lula en 2006 et l'élection de sa successeuse, Dilma Rousseff, en 2011.

L'élection de la première femme à la présidence de la République a constitué un jalon symbolique dans la politique brésilienne, encore dominée majoritairement par les hommes. Militante dans la lutte armée contre le régime militaire (1964-1985), Rousseff commence son mandat avec un large soutien populaire et parlementaire, et cherche à renforcer les politiques de lutte contre les inégalités sociales. Cependant, les effets

³⁶ Une brochure pédagogique élaborée par le ministère de l'Éducation visant à la sensibilisation des enseignants de l'enseignement secondaire vis-à-vis des thèmes de la diversité sexuelle et du genre. Suite à la pression du FPE et, à l'époque, du député Bolsonaro, Dilma Rousseff a suspendu la distribution du matériel pédagogique prétextant que son gouvernement « ne ferait pas de propagande d'orientation sexuelle ». Cf. Passarinho N. (2011), « Governo não fará "propaganda de opção sexual", diz Dilma sobre kit », *Portal G1*, 26 mai. En ligne, consulté le 12 novembre 2020. URL : <http://g1.globo.com/educacao/noticia/2011/05/governo-nao-fara-propaganda-de-opcao-sexual-diz-dilma-sobre-kit.html>.

³⁷ Il s'agit d'un projet de loi suspendant la résolution n° 1/1999 du Conseil fédéral de psychologie, qui interdisait aux professionnels de la psychologie de traiter l'homosexualité en tant que maladie, à l'exemple des thérapies de réorientation sexuelle.

³⁸ Le plan national d'éducation fixe les objectifs de développement de l'éducation au niveau national sur une période de dix années. Le plan définit aussi les thèmes à traiter en priorité dans les établissements d'enseignement primaire et secondaire, attribuant les ressources pour leur mise en place.

³⁹ La *Bolsa família* (bourse famille) est une prestation sociale issue d'une politique de redistribution des revenus qui prévoit le versement d'une allocation mensuelle aux familles en situation d'extrême pauvreté, sous condition que leurs enfants soient scolarisés et aient leur carnet de vaccination à jour.

négatifs de la crise économique de 2008 commencent à se faire sentir au Brésil à cette époque. Les politiques contracycliques d'inspiration keynésienne des dernières années du gouvernement Lula ont pesé sur le déficit public et le taux d'inflation a augmenté, affectant principalement les classes moyennes et supérieures. Les politiques de lutte contre la pauvreté et d'augmentation du salaire minimum ont eu pour effet de nuire à la rentabilité des grandes entreprises et au budget des familles des classes moyennes, dépendantes du travail domestique et du secteur des services.

Certaines mesures du gouvernement Rousseff ont entraîné un malaise croissant parmi les mouvements sociaux et les groupes de gauche liés au PT, comme la suspension du programme *École sans homophobie*, l'assouplissement de la législation environnementale⁴⁰ et les dépenses publiques élevées en infrastructures en vue de l'organisation de la Coupe du monde de football (FIFA). Ces mesures rompent avec un certain « consensus participatif » (Avritzer, 2016) qui existait entre les mouvements sociaux progressistes et le gouvernement fédéral sous les gouvernements Lula.

C'est dans ce contexte de dégradation économique et politique que les Journées de juin ont lieu en 2013. Les mobilisations commencent à São Paulo, organisées par des groupes de gauche qui demandent l'annulation de l'augmentation des tarifs des transports publics. En quelques jours, les manifestations se répandent dans tout le pays et agrègent plusieurs revendications, telles que l'amélioration de l'éducation et de la santé. En quelques semaines, les objectifs des mobilisations se modifient de manière radicale, prenant pour cibles le gouvernement fédéral du PT et la corruption de l'élite politique. C'est à ce moment que de nouveaux acteurs sociaux, défendant des programmes conservateurs et réactionnaires, occupent l'espace public. Ils considèrent alors la corruption de la classe politique comme le principal problème national, et la relie directement aux gouvernements du PT.

Les Journées de juin 2013 représentent un bouleversement de la base de soutien du PT, ouvrant des possibilités de mobilisation de secteurs insatisfaits, à l'intérieur et à l'extérieur de la coalition gouvernementale (Tarrow, 2011). C'est dans ce contexte que débute l'opération dite du *Lava Jato*⁴¹, menée par le ministère public avec le soutien d'un juge fédéral de l'époque, Sérgio Moro, qui aboutit à l'arrestation d'hommes d'affaires et de politiciens. L'opération *Lava Jato*, dépeinte comme un grand « moralisateur » de la vie politique brésilienne, a bénéficié d'un large soutien de la part de divers groupes sociaux et des médias.

⁴⁰ Les amendements au Code forestier approuvés en 2012 ont été vivement critiqués par les défenseurs de l'environnement pour les effets négatifs sur la préservation de l'environnement auxquels ils conduiraient.

⁴¹ L'opération *Lava Jato* (lavage express) est le nom donné à une série d'enquêtes initiées en 2014 sur des faits de corruption impliquant des dirigeants politiques et d'entreprises privées et publiques, notamment l'entreprise publique pétrolière Petrobras. L'opération a été fortement critiquée pour ses méthodes d'enquête, enfreignant les droits de la personne et comportant des vices de procédure, ainsi que pour son orientation politique criminalisant certains partis politiques, plus particulièrement le PT.

Bien qu'affaiblie, la présidente Rousseff est réélue en octobre 2014. Cependant, le candidat battu, Aécio Neves (PSDB), remet en question le résultat des élections, remettant en cause la légitimité du processus électoral. Le Parlement brésilien élu en 2014 témoigne de l'expansion du FPE et des groupes conservateurs. Ils vont agir de manière coordonnée à partir de 2015, assumant une posture d'opposition au gouvernement Dilma, ce qui rendra impossible le vote de projets de l'intérêt de l'exécutif.

La perte du soutien parlementaire du gouvernement Rousseff sera renforcée par les mobilisations contre son administration en 2015, organisées par des groupes d'extrême droite, avec le soutien de plusieurs partis d'opposition. Ces mobilisations prennent un autre visage en 2016, après que le député Eduardo Cunha, membre de la FPE et président de l'Assemblée nationale, a amorcé la procédure de destitution de la présidente en décembre 2015, en acceptant l'accusation controversée de manipulation de données fiscales. Le mouvement en faveur de la destitution est mené par les groupes *VemPraRua* (Viens dans la rue), *RevoltadosOnline* (Révoltés en ligne) et le MBL, issus de profils créés sur les réseaux sociaux en ligne et qui se sont renforcés dans l'après-Journées de juin de 2013 (Vrydagh, 2020). Les trois groupes organisent un large front anti-PT qui provoquera la descente dans les rues de milliers de Brésiliens. Dans ces manifestations, on peut observer le renforcement des revendications conservatrices et autoritaires, comme la demande de l'intervention de l'armée. En avril 2016, lors d'une séance parlementaire tumultueuse et fortement médiatisée, l'Assemblée nationale approuve la recevabilité de la procédure. Le vote des parlementaires est accompagné de déclarations contre le « communisme », la « corruption » et « l'idéologie de genre⁴² », et même d'un hommage à l'ancien tortionnaire de la présidente Rousseff, le colonel Ulstra, prononcé par le député Jair Bolsonaro (PP). Le vote de l'Assemblée nationale est suivi du procès de la présidente devant le Sénat, qui aboutit à sa destitution définitive en août 2016.

Le succès du mouvement de destitution a motivé ses leaders à chercher à s'insérer dans la vie politique institutionnelle. Le MBL se distingue dans ce processus. En 2016, le groupe va lancer plusieurs candidatures lors des élections municipales (Souza *et al.*, 2017). Parmi eux figure Fernando Holiday, qui est élu conseiller municipal de la ville de São Paulo. Avec Holiday, d'autres dirigeants du MBL tels que Kim Kataguiri et Renan Santos s'engagent dans le combat contre un prétendu « endoctrinement de gauche » qui dominerait les écoles et les universités, donnant lieu à un projet de loi connue sous le nom *Escola sem partido* (École sans parti⁴³).

L'opposition à « l'idéologie de genre » ne figurait pas non plus parmi les revendications du MBL lors de sa fondation en 2014. Ce groupe a été créé en tant que bras politique de la branche brésilienne du groupe de réflexion *Students for Liberty*, fondé aux États-Unis pour promouvoir les thèses économiques libérales auprès des jeunes

⁴² Pour une discussion plus approfondie sur l'émergence de la notion d'idéologie de genre, on peut consulter : Junqueira (2018) ; Kuhar, Paternotte (2017) ; Miskolci (2018).

⁴³ Le projet de loi *École sans parti* a été élaboré par le procureur Miguel Nagib. Il prévoyait des punitions pour les enseignants qui ferait du « prosélytisme politique » et garantissait aux parents d'élèves de pouvoir interférer dans les contenus enseignés qui « heurteraient leurs convictions et valeurs ».

universitaires (Casimiro, 2018). Le discours du MBL se concentrait alors sur la dénonciation de l'interventionnisme étatique promu par le PT et la corruption généralisée de la classe politique. Le rapprochement avec le programme moraliste et ultraconservateur aura lieu en 2017, dans le sillage de la migration du MBL vers la politique de parti⁴⁴.

La panique morale sera fondamentale dans la stratégie du MBL de rejoindre des groupes religieux et le FPE contre le féminisme, le « politiquement correct » et les droits LGBT, recréant ainsi au Brésil des « guerres culturelles » semblables à celles menées par des groupes conservateurs et évangéliques aux États-Unis. Leur expérience du militantisme politique dans un environnement virtuel a été fondamentale pour le « succès » de la panique morale. Les réseaux sociaux ont été largement utilisés par le MBL dans son offensive contre l'exposition *Queermuseu* et la performance artistique *La Bête*. Vidéos de dénonciation, pétitions en ligne, production de mèmes numériques et autres contenus médiatiques, ainsi qu'attaques et menaces ont été largement utilisées par les membres du MBL dans la panique morale. Fanny Vrydagh (2020) démontre comment le MBL a fait un usage intensif du trollage sur le Web, tactique utilisée par les utilisateurs des forums en ligne pour créer la controverse et susciter des réactions émotionnelles de la part de leurs adversaires, afin de mobiliser les partisans de la destitution de Dilma Rousseff. L'auteure souligne que les groupes d'extrême droite de l'*alt-right* aux États-Unis ont souvent utilisé ces tactiques d'action dans leurs interactions sur les réseaux sociaux en ligne. Dans l'épisode du *Queermuseum*, le MBL a utilisé le trollage en ligne pour susciter des réactions émotionnelles de la part d'éventuels sympathisants. Les images du *Queermuseum* et de la performance *La Bête* (figures 2, 3 et 4) ont été largement diffusées en ligne par les membres du MBL dans le but de fabriquer une peur sur les prétendues menaces de « pédophilie et zoophilie », de « sexualisation précoce des enfants » et de « dégradation morale » que représenteraient ces deux expressions culturelles.

La mobilisation virtuelle a également eu des répercussions en dehors d'Internet. Des membres du MBL ont organisé des manifestations contre l'exposition *Queermuseu* et la performance *La Bête*. Ces actions ont été suivies d'autres plus conventionnelles, menées en majorité par des membres de la FPE, telles que du lobbying auprès du pouvoir exécutif, des discours en séance plénière au Parlement, des convocations de séance publique, ainsi que la présentation de projets de loi. Le pouvoir judiciaire et les services de police ont en outre été sollicités par des parlementaires et des groupes d'extrême droite impliqués dans la panique morale.

Le MBL a endossé le rôle d'entrepreneur de morale, établissant des ponts avec des leaders évangéliques et amplifiant ses capacités d'expansion électorale. L'expansion des religions évangéliques a été particulièrement forte dans les classes populaires urbaines (Pérez Guadalupe, Carranza, 2020). Les dirigeants politiques évangéliques ont pu capitaliser politiquement sur cette expansion, en canalisant le vote de ce segment de la so-

⁴⁴ Cf. Rossi M., Betim F., Segalla V. (2017), « De liberais anticorrupção a guardiães da moral : a metamorfose do MBL », *El País Brasil*, 2 octobre ; Balloussier A. V. (2017), « Moral e costumes entram em foco em congresso do MBL », *Folha de São Paulo*, 11 novembre.

ciété en faveur de leurs candidatures. Les revendications en faveur des bonnes mœurs et l'opposition farouche aux revendications sur les droits sexuels et reproductifs ont été au cœur de l'élection des « candidats pasteurs » avec des résultats électoraux expressifs (Gomes da Costa, Melo, 2019). Pour le MBL, s'engager dans la « guerre culturelle » promue par les groupes religieux contre les féministes et les militants LGBTQI+ garantissait des alliances avec le puissant FPE et permettait d'élargir sa base électorale⁴⁵.

À cet égard, le « succès » de la panique morale a représenté pour le MBL une opportunité d'élargir ses alliances politiques avec d'autres groupes conservateurs et a ouvert une brèche pour que des groupes d'extrême droite puissent gagner en visibilité dans leur lutte contre les revendications de diversité sexuelle et de genre. Le rôle central d'associations et de groupes d'extrême droite, jusqu'alors « invisibles » aux yeux de l'opinion publique, comme le TFP et la *Direita São Paulo* (Droite São Paulo⁴⁶), dans plusieurs mobilisations atteste des impacts de l'action du MBL sur la visibilité d'autres groupes d'extrême droite.

C'est dans ce contexte que le rejet des revendications féministes et LGBTQI+ commence à s'articuler dans les discours d'acteurs religieux et d'extrême droite, tout comme l'opposition à « l'endoctrinement de gauche » dans les écoles, la diffusion du « marxisme culturel », et en faveur de la défense de « l'ordre public » et de la « civilisation judéo-chrétienne ». Ils sont aussi exprimés publiquement au-delà des profils de l'extrême droite sur les réseaux sociaux. La notion d'idéologie de genre a fonctionné comme un signifiant vide (Kuhar, Paternotte, 2017 ; Laclau, Mouffe, 2019) capable d'exprimer diverses revendications. La panique morale peut être considérée comme un épisode catalyseur du soutien de divers segments de la société brésilienne au projet conservateur autoritaire qui était en train d'être engendré au sein de secteurs de l'élite politique brésilienne depuis au moins la fin de l'année 2014. La candidature de Bolsonaro a été celle qui a été capable de se présenter à l'électorat brésilien comme porte-parole de ce front conservateur lors de l'élection présidentielle de 2018.

Conclusion

La fermeture de l'exposition *Queermuseu* et les épisodes de censure de manifestations artistiques et culturelles qui l'ont suivie correspondent à la définition sociologique de la panique morale (Cohen, 2002 ; Goode, Ben-Yehuda, 2009). L'exposition a fortement attiré l'attention de l'opinion publique, comme en témoigne l'augmentation considérable de la visibilité du thème dans la presse (préoccupation), suivie des réactions contre ceux qui ont été considérés comme des *folks devils* (hostilité). Ces réactions ont créé un consensus entre des groupes et des dirigeants politiques conservateurs et d'extrême droite au sujet de la gravité de la menace, mobilisant des individus dans des

⁴⁵ Un exemple du « succès » de la stratégie du MBL est l'élection de Kim Kataguirí en tant que député fédéral, recueillant plus de 400 000 votes lors des élections législatives de 2018.

⁴⁶ Le leader de ce groupe, Douglas Garcia, a été élu député de l'assemblée de l'État de São Paulo en 2018, le député le plus jeune de cet État.

manifestations virtuelles et dans l'espace public. L'engagement croissant d'individus dans des actions à l'encontre des *folks devils*, allant d'attaques et menaces en ligne, en passant par des procédures judiciaires, des dénonciations auprès de la police et des propositions de durcissement de la législation, jusqu'à des épisodes de violence physique, ainsi que l'augmentation de la couverture médiatique, démontrent un degré considérable de disproportionnalité de la réponse collective face à l'épisode, ce qui suggère sa caractérisation en tant que panique morale. Enfin, on constate que l'annulation du *Queermuseu* a mobilisé rapidement différents acteurs dans la panique morale contre la prétendue « pédophilie » et la « sexualisation précoce des enfants » entre septembre et novembre 2017, et que cette question a tout aussi brusquement perdu de son importance dans la couverture médiatique dès décembre (volatilité). Cela ne signifie pas que les thèmes du genre et de la sexualité disparaissent au sein du débat public brésilien. Au contraire, ils occuperont à nouveau la sphère publique lors des campagnes électorales de 2018, à l'instar de ce qui s'était produit lors des élections de 2011 et 2014. Après tout, comme le suggère Hier (2019), les paniques morales sont devenues des événements régulateurs récurrents de l'ordre social dans la contemporanéité.

L'épisode du *Queermuseu* a confirmé une autre idée importante dans la littérature sur le thème : l'importance de la sexualité dans l'émergence et la diffusion de paniques morales. Dans le cas analysé, les expressions d'identités et de pratiques sexuelles dissonantes par rapport aux modèles hétéronormatifs sont devenues des boucs émissaires qui ont canalisé les angoisses collectives de divers groupes sociaux vis-à-vis non seulement de la plus grande visibilité de la population LGBTQI+ dans la sphère publique, mais aussi de l'insatisfaction propagée dans divers groupes de la société brésilienne (en particulier chez les classes moyennes et supérieures et des milieux religieux) quant aux transformations par lesquelles passait le pays, et qui ont été en quelque sorte considérées comme une menace pour leur statut social dans la société.

Ces dernières années, l'instabilité économique et politique, ainsi que la visibilité médiatique des scandales de corruption de la classe politique, ont contribué à la formation d'un consensus relativement large sur l'existence d'une crise morale majeure (Solano-Gallego, 2020). C'est dans ce contexte d'insécurité des positions de statut de ces groupes sociaux, similaire à la crise de frontières identifiée par Cohen (2002), que le *Queermuseu* se transforme en panique morale. L'exposition symboliserait la décadence morale d'une classe artistique formée par des individus LGBTQI+ et des féministes de « gauche », qui utiliseraient des fonds publics pour « vilipender » les valeurs morales de la majorité de la société brésilienne et pour normaliser des comportements « déviants », vus comme dangereux pour l'intégrité morale des enfants, considérés comme des êtres naïfs et « victimes » de l'action néfaste de ces « minorités identitaires ». Et c'est en cela que le concept de panique morale constitue un outil analytique majeur pour analyser l'annulation de l'exposition artistique et ses répercussions.

La panique morale du *Queermuseu* a révélé les usages politiques de tels épisodes « d'effervescence collective » (Cohen, 2002). L'engagement d'entrepreneurs de morale,

en particulier du MBL et de leaders évangéliques, montre comment les paniques morales peuvent être utiles pour sensibiliser des groupes sociaux au sujet de certains « problèmes sociaux », incitant des individus à s'engager dans des actions collectives. Le MBL a été adroit dans son utilisation extensive d'Internet et dans la mobilisation d'une rhétorique à caractère fortement émotionnel, utilisant le *Queermuseu* comme un ennemi commun capable d'articuler des secteurs des classes moyennes et supérieures avec les milieux religieux autour du projet conservateur et autoritaire.

L'utilisation de la méthode de l'analyse événementielle a été importante pour identifier l'émergence de la panique morale, les acteurs sociaux qui s'y sont engagés, leurs répertoires d'action collective et le cadrage de leurs revendications, ainsi que l'impact de la structure des opportunités politiques dans l'action collective mise en œuvre par les entrepreneurs de morale. De la sorte, on constate les possibilités qu'offrent des outils théoriques et analytiques élaborés dans le cadre des études des mouvements sociaux pour la compréhension des paniques morales dans différents contextes historiques et sociaux.

L'article souligne également le rôle croissant d'Internet en tant qu'arène privilégiée pour les paniques morales. La médiatisation croissante des relations sociales au travers des nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC) a un impact déterminant sur les paniques morales en fournissant un nouvel outil de communication aux « entrepreneurs de morale » et en renforçant également la logique individualisante néolibérale qui réduit les problèmes sociaux structurels à un « défaut de caractère » (Hier, 2019 : 8). En ce sens, Internet peut renforcer la tendance à la récurrence des paniques morales qu'a identifiée Hier (*Ibid.*), les transformant en un mécanisme majeur de régulation de l'ordre social.

Enfin, la panique morale analysée a été un épisode central dans l'articulation du front autoritaire conservateur qui a permis l'élection de Bolsonaro en 2018. L'alliance forgée entre leaders politiques évangéliques et groupes d'extrême droite « pro-marché » (comme le MBL), durant la panique morale, rendra possible le succès électoral du projet autoritaire conservateur, attirant même un acteur politique qui était resté jusqu'alors éloigné de la politique brésilienne : les forces armées. La panique morale du *Queermuseu* va canaliser le mécontentement généralisé de divers groupes sociaux par rapport à la crise économique et politique, en renforçant le discours de la « crise morale » et en la reliant aux gouvernements du PT. Des éléments de la panique morale, tels que l'hystérie autour de la prétendue « pédophilie » et de la « sexualisation précoce des enfants », seront largement utilisés dans la campagne électorale de Bolsonaro en 2018 pour propager dans la société la menace que représenterait le possible retour du PT au pouvoir exécutif fédéral (Delcourt, 2020). Par ailleurs, la logique de création de boucs émissaires, qui caractérise les paniques morales, sera au centre de la rhétorique agressive de la campagne du candidat d'extrême droite et ensuite durant son mandat, habile pour se fabriquer des ennemis (athées, féministes, militants LGBTQI+, « gauchistes », etc.) contre lesquels il dirige les insatisfactions de sa fidèle base électorale.

Il existe ainsi un important champ de recherche à explorer dans le contexte brésilien, en s'intéressant de plus près à la visibilité et à la capacité de mobilisation croissantes des activistes et des mouvements sociaux conservateurs/de droite. Pour ces diverses raisons, le concept de panique morale apparaît comme un outil analytique essentiel pour comprendre la dimension sociale de l'expansion actuelle des gouvernements populistes autoritaires dans des contextes aussi différents que l'Amérique du Nord et latine, ou encore l'Europe.

Bibliographie

- AVRITZER L. (2016), *Impasses da democracia no Brasil*, Rio de Janeiro, José Olympio (« Civilização Brasileira »).
- BECKER H. S. (1985 [1963]), *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié.
- BEISSINGER M. R. (2002), *Nationalist Mobilization and the Collapse of the Soviet State*, Cambridge, Cambridge University Press.
- CASIMIRO F. H. C. (2018), *A nova direita. Aparelhos de ação política e ideológica no Brasil contemporâneo*, São Paulo, Expressão Popular.
- COHEN S. (2002 [1972]), *Folk Devils and Moral Panics. The creation of the Mods and Rockers*, Oxford, Blackwell.
- DELCOURT L. (2020), « Bolsonaro, président. Ressorts et conséquences d'une révolte à rebours », *Alternatives Sud*, vol. 27, n° 2, p. 7-26.
- FAO (2013), *The state of food and agriculture*, Rome, Food and Agriculture Organization of the United Nations. En ligne, consulté le 20 février 2021. URL : <http://www.fao.org/3/i3300e/i3300e.pdf>.
- FOUCAULT M. (1994 [1976]), *Histoire de la sexualité I. La volonté de savoir*, Paris, Gallimard (« Tel »).
- GIRARD R. (1982), *Le bouc émissaire*, Paris, Grasset.
- GOMES DA COSTA G., MELO B. L. R. (2019), « The opposition to LGBT rights in the Brazilian National Congress (1986-2016). Actors, dynamics of action and recent developments », *Sociologies in Dialogue*, vol. 4, n° 1, p. 80-108.
- GOODE E., BEN-YEHUDA N. (2009 [1994]), *Moral Panics. The Social Construction of Deviance*, Pondichéry, Wiley-Blackwell.
- GOODWIN J., JASPER J. M. (2006), « Emotions and Social Movements », in J. E. STETS, J. H. TURNER, *Handbook of the Sociology of Emotions*, Boston, Springer, p. 611-635.
- HALL S., CRITCHER C., JEFFERSON T., CLARKE J., ROBERTS B. (dir.) (1978), *Policing the crisis. Mugging, the state and law & order*, Londres, MacMillan.
- HIER S. P. (2019), « Moral panic and the new neoliberal compromise », *Current Sociology*, vol. 67, n° 1, p. 1-19.

- HUTTER S. (2014), « Protest event analysis and its offspring », in D. DELLA PORTA, *Methodological Practices in Social Movement Research*, Oxford, Oxford University Press, p. 335-367.
- JUNQUEIRA R. D. (2018), « A invenção da “ideologia de gênero”. A emergência de um cenário político-discursivo e a elaboração de uma retórica reacionária antigênero », *Revista Psicologia Política*, vol. 18, n° 43, p. 449-502.
- KRIESI H., KOOPMANS R., DUUVENDAK J. W., GIUGNI M. (1995), *New Social Movements in Western Europe*, Minneapolis, University of Minnesota Press.
- KUHAR R., PATERNOTTE D. (dir.) (2017), *Anti-Gender Campaigns in Europe. Mobilizing against Equality*, Londres, Rowman & Littlefield International.
- LACLAU E., MOUFFE C. (2019 [1985]), *Hégémonie et stratégie socialiste. Vers une radicalisation de la démocratie*, Paris, Fayard (« Pluriel »).
- LAMBELET A. (2009), « Analyse événementielle », in O. FILLIEULE, L. MATHIEU, C. PÉCHU, *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 47-53.
- MCADAM D. (1982), *Political Process and the Development of Black Insurgency 1930-1970*, Chicago, University of Chicago Press.
- MISKOLCI R. (2018), « Exorcising a ghost. The interest behind the war on “gender ideology” », *Cadernos Pagu*, n° 53. En ligne, consulté le 12 novembre 2020. URL : https://www.scielo.br/pdf/cpa/n53/en_1809-4449-cpa-18094449201800530002.pdf.
- OPP K.-D. (2009), *Theories of Political Protest and Social Movements. A multidisciplinary introduction, critique, and synthesis*, Londres, Routledge.
- PÉREZ GUADALUPE J. L., CARRANZA B. (dir.) (2020), *Novo ativismo político no Brasil. Os evangélicos do século XXI*, Rio de Janeiro, Konrad Adenauer Stiftung.
- RUBIN G. (2010), « Penser le sexe. Pour une théorie radicale de la politique de la sexualité », in G. RUBIN (textes réunis par R. MESLI), *Surveiller et jouir. Anthropologie politique du sexe*, Paris, EPEL, p. 135-224.
- SINGER A. (2012), *Os sentidos do lulismo. Reforma gradual e pacto conservador*, São Paulo, Companhia das Letras.
- SOLANO-GALLEGO E. (2020), « La politique, le marché et la morale selon l'extrême droite brésilienne », *Alternatives Sud*, vol. 27, n° 2, p. 31-44.
- SOUZA A. DE S., MESSIAS G. DE M., ESPINHEIRA M. V. (2017), « Representando as ruas. Uma análise (preliminar) do MBL nas eleições de 2016 », *Cadernos Adenauer*, année XVIII, vol. 2, p. 209-230.
- TARROW S. G. (1989), *Democracy and Disorder. Protest and Politics in Italy 1965-1974*, Oxford, Oxford University Press.
- TARROW S. G. (2011 [1994]), *Power in Movement. Social Movements and Contentious Politics*, Cambridge, Cambridge University Press (« Studies in Comparative Politics »).
- THOMPSON K. W. (1998), *Moral Panics*, Londres, Routledge.

- VRYDAGH F. (2020), *Gagner les corps, les cœurs et les esprits. Comprendre l'engagement dans le mouvement brésilien pro-destitution (2014-2016)*, thèse de doctorat, Bruxelles, Université libre de Bruxelles.
- WEEKS J. (2017 [1981]), *Sex, Politics and Society. The regulation of sexuality since 1800*, Londres, Routledge.